

Unité départementale de l'Isère  
17 boulevard Joseph Vallier  
38000 Grenoble

Grenoble, le 25/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### THOR

325 rue Balmes Salaise-sur-Sanne  
ZIP - CS 50041  
SALAISE SUR SANNE  
38550 Saint-Maurice-L'exil

Références : 2025\_Is-0055\_SPF  
Code AIOT : 0006103183

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement THOR implanté 325 rue Balmes ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOR
- 325 rue Balmes ZI Portuaire 38150 Salaise-sur-Sanne
- Code AIOT : 0006103183
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société THOR est un site classé SEVESO seuil haut depuis 2018 pour son stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique. Elle exploitait jusqu'à récemment une usine de fabrication de biocides, d'auxiliaires textiles et de produits d'ignifugation. Elle s'est depuis recentrée sur la seule activité de stockage. Elle a également cédé une partie de ses activités et de ses bâtiments à la société Elkem fin 2021 et a racheté une bande de 24 m de large à l'ouest du site en mars 2017.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'Inspection des Installations Classées (IIC) a noté que les travaux visant à séparer par une clôture

les 2 sites voisins ELKEM et THOR sont en cours. La Directrice de la société THOR, Mme SARAGOSA, a confirmé qu'ils avaient débuté les travaux au début du mois de mars 2025. Selon le programme des travaux, ils devraient être terminés vers la mi-avril 2025. Pour rappel, il s'agit de créer un accès indépendant à ELKEM et de matérialiser la limite de propriété entre ELKEM et THOR ( art 15 AP 22/10/21) .

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Plan d'Opération Interne (POI)	Code de l'environnement du 17/03/2025, article R181-54	Demande d'action corrective	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
3	Entreposage de substances répertoriées sous les rubriques 4510 et 4511	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Capacités de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-E	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des contrôles périodiques (foudre et électricité) sont convenablement réalisés. THOR révisé et met à jour régulièrement son POI. L'Inspection des Installations Classées (IIC) est satisfaite de cette démarche. L'IIC rappelle que les dispositions des article 5, 9 et l'annexe V de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatifs au contenu du POI impose qu'en cas de sinistre les exploitants d'établissement Seveso Seuil Haut dispose de mesures et moyens pour réaliser des prélèvements environnementaux avant le 30 juin 2025.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
<b>Constats :</b>  L'IIC a pris connaissance des conclusions et du contenu des 3 derniers rapports Foudre réalisés entre 2022 et 2024: <ul style="list-style-type: none"><li>• rapport de vérification visuelle du 07/12/2022 =&gt; sans observation</li><li>• rapport de vérification complète du 18/12/2023 =&gt; sans observation</li><li>• rapport de vérification visuelle du 06/12/2024 =&gt; avec observation (nettoyer les regards de visite pour les bâtiments P1 et D1)</li></ul> La dernière visite complète date de moins de 2 ans. La visite complète de 2025 est déjà programmée. C'est satisfaisant. Lors de la visite terrain, nous avons constaté le nettoyage des regards de visite aux bâtiments P1 et D1 (cf PJ). C'est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
<b>Constats :</b>  L'IIC a contrôlé les 2 derniers rapports de contrôles des installations électriques (rapport du 10/7/2023 pour une intervention du 26 au 29/6/2023 & rapport du 22/7/2024 pour une intervention du 13 au 17/7/2024). Une seule non conformité est indiquée: "pouvoir de coupure insuffisant sur un TGBT identifié PT1". L'intervention sur cet équipement nécessite une coupure générale du réseau électrique. L'arrêt annuel programmé du site est donc le seul moment où la remise en conformité est possible. En 2024, les électriciens n'ont pu disposer à temps de la pièce. Cette intervention est donc

programmée pour l'arrêt annuel de 2025

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation:** On note une dérive de 1 mois entre les 2 rapports de contrôle des installations électriques. THOR doit veiller à ce que le prochain contrôle annuel des installations électriques survienne au plus tard 12 mois après le précédent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Entreposage de substances répertoriées sous les rubriques 4510 et 4511**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Situation administrative, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

**Constats :**

L'IIC a réalisé un contrôle de cohérence entre la situation administrative de l'établissement, l'AP du 22/10/21 (rub 4511 = 99t et évolution via la lettre DREAL du 02/08/22 = 199t) et 4510 : 350t , et les quantités physiquement présentes au sein de l'établissement.

L'IIC a demandé l'état des stocks de l'année en cours et de l'année précédente pour ces 2 rubriques ICPE:

	S e u i l d e l'autorisation	2024 ( tonnage max)	2025 (tonnage max du 01 au 14/3/25)	Lundi 17/3/25 ( é t a t a u V e n d r e d i 1 4 / 3 / 2 5 )
4510	350 t	340.95 t	288.64 t	237.24 t
4511	199 t	124.78 t	95.84 t	68.21 t

THOR respecte les seuils autorisés sur ces périodes. C'est satisfaisant.

L'IIC a retenu 4 références de substances classées sous ces 2 rubriques avec des contenants différents. Tous ont facilement été retrouvés à l'exception du ADVANSIL NOR (0.17t). Au vu de sa référence, il s'agit d'un reliquat de fabrication qui est voué à la destruction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation:** THOR doit tenir à la disposition de l'IIC le bordereau d'élimination de l'ADVANSIL NOR (0.17t).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Plan d'Opération Interne (POI)**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/03/2025, article R181-54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du document
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier déclenchement réel du POI date du 17/12/24 à la suite d'un feu dans la zone du laboratoire qui est éloignée des zones de stockages (bâtiment administratif). La maîtrise du feu a été assez rapide. La principale conclusion porte sur le détecteur qui a alarmé. Il est éloigné du foyer. De ce fait, l'absence d'alarme des détecteurs de fumées proches et la circulation des fumées qui ont étonné. Cet incident n'a pas mis en évidence d'axes d'amélioration.</p> <p>Le dernier exercice date du 25/04/23 (épandage de produit inflammable accompagné d'un départ de feu). Il date de moins de 3 ans. C'est satisfaisant.</p> <p>Pour ce dernier, l'exercice était bâti pour qu'une dérive rapide vers le déclenchement du PPI survienne. Les conclusions du rapport d'exercice portent donc essentiellement sur le déroulement de l'exercice PPI. Néanmoins, certaines remarques sont également utilisables pour améliorer le POI. Elles portent sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la clarté des informations diffusées;</li> <li>2. la diffusion tardive de l'état des stocks au SDIS 38;</li> <li>3. la position des parois REI (portes et murs) et la durée de tenue au feu sur les plans du POI;</li> <li>4. la lisibilité de la composition des fumées en cas de sinistre;</li> <li>5. le déplacement du PCExpl pour une zone distante des cellules de stockage;</li> <li>6. la mise à disposition d'EPI pour les personnes présentes au sein du PCExpl</li> <li>7. le choix du prestataire pour les mesures post-accident(=prélèvements environnementaux).</li> </ol> <p>Interrogés sur ces points, l'exploitant a montré à l'IIC les dernières évolutions de son POI qui prennent en compte ces demandes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• communication, ce rôle a été ré-attribué;</li> <li>• le PCExpl est désormais dans le bâtiment administratif+labo qui est distant de l'entrepôt;</li> <li>• l'achat d'EPI et de masques de fuite est en cours de réflexion;</li> <li>• des devis sont en cours d'examen pour les prélèvements environnementaux.</li> </ul> <p>La liste des produits de décomposition en cas d'incendie est bien intégrée au POI (cf PJ). C'est satisfaisant.</p> <p>L'IIC a surtout insisté sur la lisibilité de la liste des produits de décomposition en cas d'incendie. L'IIC suggère de supprimer les colonnes inutiles ("quantités max en 2024", taux de stockage par substance en 2024, la colonne HCN qui ne concerne qu'un seul produit entreposé en faible quantité) et de conserver les n° CAS.</p> <p>Cette liste est fournie sans identifier les cellules alors que des recoupement REI 120 sont en place. Cette distinction pourrait utilement faciliter la lecture du document.</p> <p>La liste des substances référencées comporte beaucoup de lignes (cf PJ). L'IIC note que plusieurs d'entre elles appartiennent à une même famille qui est susceptible de générer les mêmes produits de décomposition: CO/COx, NO/NOx, SO2/SOx. De ce fait, elles pourraient être fondues entre elles pour aérer le document.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation:</b> Le dernier exercice a été organisé en journée. L'IIC suggère de programmer le prochain en dehors des horaires ouvrés.</p> <p><b>Observation:</b> L'IIC rappelle que la liste des produits de décomposition doit être cohérente avec le contenu de l'Etude des Dangers de l'établissement. De plus, au 30/06/2025, THOR doit avoir enrichi son POI d'une part de la liste des produits de décomposition en cas d'incendie, et d'autre part des mesures et moyens pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux telle que définie à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. L'avis du 1er décembre 2022 (cf pj) précise la mise en oeuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle.</p> <p><b>Demande d'action corrective:</b> THOR doit apporter de la lisibilité au tableau qui liste les produits de décomposition en cas de sinistre.</p> <p><b>Demande d'Action Corrective:</b> THOR doit transmettre la dernière version de son POI à l'IIC</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : Capacités de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-E
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, état des sols des cellules d'entreposage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC a constaté que des fissures dans les dalles de l'entrepôt D1 et les seuils de cellule sont progressivement comblés. Il reste encore 1/3 de l'entrepôt D1 à finaliser.</p> <p>Une attention particulière sera portée sur les jonctions entre le sol et le mur.</p> <p>Selon l'exploitant, cette opération sera terminée en 2025. C'est satisfaisant. (Cf PJ)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite